

Interview de Nikos Polyzos, sur le mouvement étudiant grec militant de l'OKDE-Spartakos et du syndicat étudiant EAAK à Athènes

RED : Quelles étaient les raisons de la révolte étudiante ?

Nikos : Avec la nouvelle 'loi cadre', les intérêts de la majorité des étudiants étaient directement touchés : limitation de la durée des études, suppression de la gratuité des livres, suppression de l'interdiction de la police d'entrer dans les universités, introduction de managers pour la gestion économique des universités (pour réduire le financement public)... Voilà l'étincelle qui a allumé le feu. A travers cette loi, le gouvernement introduisait la marchandisation et la privatisation des universités, la soumission des étudiants par l'intensification des rythmes d'études. Il y avait aussi une révolte généralisée de la société contre les réformes néolibérales. Les années précédentes, il y a eu des luttes partielles dans plusieurs secteurs, dans quelques facs. La résistance dans les universités a réussi à bloquer et à délégitimer le processus de Bologne en Grèce. Enfin, il y a eu un rôle important du mouvement anti-CPE, qui nous a donné confiance en nos propres forces.

RED : Comment s'est structuré le mouvement étudiant ?

Nikos : Chaque semaine, on avait des AG dans toutes les facs, où les décisions les plus importantes étaient prises. Après, on avait des comités de coordination des occupations, ouverts à tous, pour mieux organiser chaque occupation (organiser des débats, etc). Enfin, on avait une coordination horizontale au niveau régional et national qui fonctionnait sur la base des décisions des AG de toutes les facs. Cette dernière forme d'organisation, grâce à son caractère massif, a réussi à être légitime aux yeux de tous les étudiants et aussi de la société, et est devenu l'expression collective du mouvement. Pour imposer nos

décisions, nous avons adopté des formes d'action radicales au niveau des facs et dans la rue (blocages des rues, manifestations vers les centres de prise des décisions). En même temps, on essayait d'utiliser tous les moyens pour gagner le soutien de la société, en diffusant du matériel dans les quartiers et aux travailleurs, en intervenant dans les médias...

RED : Votre mouvement a subi une forte répression...

Nikos : Nous avons vécu une répression exceptionnelle, la police étant le dernier soutien du gouvernement. Ils provoquaient ou même commençaient des affrontements, afin d'accuser le mouvement d'être minoritaire et dirigé par des 'groupes extrémistes'. Ils essayaient aussi de terroriser les gens, pour qu'ils ne participent plus aux manif. Mais la répression s'est transformée en boomerang pour le gouvernement, parce que nous en avons fait une des priorités de la lutte : protection physique des manif (services d'ordre contre la police, médicaments contre les lacrymogènes), mani-

festations contre la répression, interventions dans les médias, rassemblements devant les tribunaux pendant les procès des camarades accusés. Nous avons ainsi réussi à avoir le soutien de la majorité de la société, et tous ceux qui ont été jugés jusqu'à maintenant ont été acquittés. Mais il reste encore des procès, et nous devons obtenir l'acquittement de tous les camarades accusés.

RED : Quelles sont les perspectives du mouvement étudiant aujourd'hui ?

Nikos : Le mouvement a bloqué l'ensemble de la réforme constitutionnelle qui concernait la fondation des universités privés. Il a aussi forcé le ministère à 'améliorer' la loi-cadre, à annuler son vote pendant presque un an, et il a créé des condi-

tions qui rendent son application extrêmement difficile. Mais le plus important est que ce mouvement a donné naissance à une nouvelle génération de militants, qui savent comment organiser un mouvement, lutter et gagner. Et qui ont prouvé que le néolibéralisme n'est pas une rue à sens unique. Ce qu'on espère, c'est de pouvoir organiser un troisième tour d'occupations, qui pourrait bouleverser la loi-cadre ainsi que l'ensemble de la réforme dans l'éducation, et qui pourrait aussi aider le mouvement ouvrier dans sa lutte contre la réforme de la sécurité sociale. On espère construire un mouvement qui s'affrontera à l'ensemble des réformes néolibérales du gouvernement. En étant inspirés, encore une fois, de ce qui se passe actuellement en France, on espère que les mois à venir seront des mois de lutte et de victoire.

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Les étudiants grecs face à la police...



Solidarité avec les sans-papiers !

Dans le Pas-de-Calais, deux intervenantes sociales ont été mises à pied pour avoir donné des bons d'hébergement à des SDF sans-papiers. Les expulsions de parents d'élèves sans-papiers et de jeunes majeurs scolarisés sont quotidiennes.

Le gouvernement a fait passer, le 20 octobre dernier, une loi qui durcit les conditions de régularisation et d'entrée sur le territoire. L'objectif annoncé de Hortefeux est de 25 000 expulsions d'ici la fin de l'année. Face à cela, la résistance contre les expulsions et la mobilisation pour la régularisation des sans-papiers continue.

Les sans-papiers responsable de tous les problèmes ?

Aujourd'hui, entre 200 000 et 400 000 sans-papiers travaillent en France, paient des impôts... Les régulariser n'augmenterait pas le chômage et ne « volerait » pas d'emplois. Bien souvent, les sans-papiers occupent les postes les plus difficiles et les moins qualifiés. Les patrons en profitent car ils peuvent les payer moins cher...

Aujourd'hui, le gouvernement dit qu'il veut régulariser les sans-papiers qui travaillent, mais il ne le fait pas, car ce serait un manque à gagner énorme pour le patronat, qui serait obligé de déclarer les salariés sans-papiers et de payer des

cotisations...

Un certain nombre de métiers sont interdits aux étrangers (comme médecin en hôpital). Le gouvernement veut aller plus loin en imposant des quotas d'immigrés par profession ou par filière universitaire. Il joue la division et la concurrence entre les étrangers...

Régularisation de tous les sans-papiers !

Le gouvernement veut nous faire croire que les immigrés et les sans-papiers sont responsables de tous les problèmes sociaux en France (chômage, délinquance, manque de place dans l'éducation nationale...) et ainsi instaure une division entre immigrés et français, et focalise le débat autour de cette seule question. Et on oublie que le gouvernement n'investit pas d'argent dans l'éducation nationale, et préfère alléger de 15 milliards d'euros les impôts des plus riches.

Le vrai problème c'est que les patrons profitent de chacune de nos divisions (entre hommes et femmes, entre français et immigrés, entre blancs et noirs, etc.) pour aug-

menter ses profits et diminuer nos salaires. Nous devons nous unir tous ensemble et faire plier les patrons et le gouvernement et leurs lois et règlements racistes !

Le seul moyen est d'exiger l'abrogation des lois racistes et la régularisation de tous les sans-papiers, d'exiger qu'une carte de lycéen ou d'étudiant donne automatiquement droit à une carte de séjour !



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (début août 2006 en Italie)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www/jcr-red.org
01 48 70 42 30

SARKO

« *le Boss* »

L. PARISOT

MIEDEF

« *le Cerveau* »

F. FILLON

« *le Nettoyeur* »



**Ce gouvernement a une mission :
liquider tous nos droits sociaux...**

RESISTANCE !

La grève reconductible des cheminots, la révolte à Villiers-le-Bel, le mouvement étudiant-lycéen contre la LRU... Tout cela démontre que Sarkozy et son gouvernement ne sont pas aussi forts qu'ils le prétendent, et que nous sommes nombreux, face à eux, à vouloir en découdre. Pour autant, le rapport de force n'est pas en notre faveur : les cheminots n'ont rien gagné de sérieux pour l'instant, et les annonces de Péresse sur les universités ne servent qu'à mieux faire passer le cœur de la LRU. C'est pourquoi ces prochains jours sont décisifs : face à l'appel au calme de la direction de l'UNEF, et face au déferlement médiatique qui proclame la fin du mouvement, nous devons

réussir une démonstration de force ! Nous devons prouver que nous sommes toujours nombreux, et prêts à nous battre jusqu'au bout ! Cela implique de réussir les manifestations du Mardi 4 et du Jeudi 6 décembre. Nous devons réussir ce que nous n'avons pas encore réussi : mettre des dizaines ou des centaines de milliers de jeunes dans la rue ! Malgré l'absence de victoire pour l'instant, ce n'est pas la démoralisation qui domine. Les luttes des dernières semaines ont avant tout redonné confiance dans la possibilité de se battre à de nombreux jeunes et travailleurs. Et ce ne sont pas les occasions qui vont manquer : le gouvernement a encore annoncé des projets révoltants

pour le début 2008, comme l'allongement de toutes les retraites à 42 années de cotisation, ou la mise en place du Contrat Unique de Travail (sur le modèle du CPE aménagé...)... Il s'agit donc de tenir bon dans la lutte contre la LRU, et de préparer les prochains affrontements. Nous ne pouvons compter que sur nous-même : les directions syndicales (de la CGT à l'UNEF) ont fait la démonstration qu'elles voulaient éviter la bagarre... par peur de la perdre ! Pour la gauche institutionnelle, le tableau est encore plus noir : le PS est pour l'allongement des retraites, pour l'autonomie des universités, pour la répression à Villiers-le-Bel... Et le PC est introuvable...

Là encore, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Nous sommes des milliers de jeunes et de travailleurs à ne pas être résignés, à vouloir nous battre : il est temps qu'on se rassemble, qu'on s'organise, et qu'on se représente nous-mêmes. La gauche institutionnelle ne nous représente pas, et nous ne pouvons pas laisser le champ libre à la droite et au patronat. C'est pour tenter de répondre à ce vide que nous, la LCR et les JCR, lançons un appel à construire un nouveau parti pour lutter contre ce système. Cet appel s'adresse à tous ceux qui pensent qu'il est temps de s'organiser, pour se battre plus efficacement et pour préparer les prochaines batailles. Il est temps !

Appel de la Coordination Nationale étudiante de Nantes, le 2 décembre 2007

Le mouvement contre la Loi Pécresse continue. Plus de 30 facs bloquées, des dizaines d'autres touchées...

La mobilisation importante a contraint la Ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse, à un déblocage de moyens pour l'Université. Cela n'est pas une réponse à la revendication première d'abrogation de la Loi d'autonomie des Universités des étudiant-e-s mobilisé-e-s depuis plus d'un mois.

La mission sur le cadrage national des diplômes n'apporte aucune garantie législative. Les annonces budgétaires de 20 milliards d'euros demeurent insuffisantes (10% de plus de budget par an) face à la pénurie de moyens dans les Universités, et rien ne garantit que ces promesses soient réalisées d'ici 2012. Par ailleurs, le financement public de l'enseignement supérieur ne peut pas se faire par la privatisation rampante d'EDF (en vendant des actions comme le propose Nicolas Sarkozy).

Tout cela ne change rien au coeur de la Loi. L'autonomie budgétaire des Universités, l'introduction forte des entreprises privées et leur influence dans le contenu des cours en contrepartie de fonds privés, l'octroi d'un pouvoir arbitraire aux présidents d'Université, le risque d'une hausse des frais d'inscription, la précarisation généralisée du personnel enseignant et administratif sont toujours présentes dans la LRU. Par conséquent, nous réaffirmons notre opposition à la loi Pécresse et nous condamnons les négociations de la direction

budget de l'enseignement supérieur, pour la création des milliers de postes dont il y a besoin, pour de vrais diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives, pour l'égalité entre Français-e-s et Etranger-e-s dans l'accès aux études, pour la gratuité des enseignements et pour la redistribution interne des financements de la Recherche. Cela implique aussi de lutter pour une augmentation massive des aides sociales, et d'être solidaires des salarié-e-s qui luttent en ce moment pour une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Nous appelons à la tenue d'Etats-Généraux de l'enseignement supérieur pour formuler des propositions en positif face au projet du gouvernement avec les acteurs de la communauté universitaire (les enseignants, les chercheurs, les Biatoss) et de leurs mouvements (SLR, SLU). De telles propositions sont de toutes façons, pour nous, subordonnées à l'abrogation de la LRU.

Il est possible de gagner, de faire reculer le gouvernement sur nos revendications. SNCF et RATP, Air France, EDF-GDF, avocats, salariés de la fonction publique... Sarkozy a beau dire qu'il ne reculera pas face à nous, lui et son gouvernement ont été affaiblis par les grèves. La réussite de la journée de grève du 20 novembre a montré qu'il existait une volonté de lutte dans de larges secteurs de la jeunesse et du monde du travail.

En effet, la LRU n'est pas une loi isolée mais fait partie d'un contexte de casse généralisée du service public dû à une libéralisation grandissante de la société et de l'économie française, ce que nous condamnons. Face à un Etat autoritaire, qui joue sur l'usure du mouvement contestataire, et constatant l'échec des négociations SNCF, nous annonçons que nous allons combattre et que nous réfléchissons à l'interruption du mouvement uniquement lors de l'officialisation de l'abrogation de la loi Pécresse.



**Bruno Julliard et ...
Valérie Pécresse**

nationale de l'UNEF.

La LRU n'est ni amendable, ni négociable, que ce soit sur un plan local ou national. Depuis le début de la lutte, c'est la position de toutes les assemblées générales et de la coordination nationale, seules instances représentatives des étudiant-e-s mobilisé-e-s.

Si nous nous battons pour l'abrogation de la LRU, c'est parce que nous nous battons pour le droit à l'éducation pour tous, et contre la destruction du service public. Etudiant-e-s et lycéen-ne-s, avec la LRU et les 11 500 suppressions de postes dans l'éducation, c'est notre avenir qui est menacé.

Exiger l'abrogation implique donc de lutter pour une augmentation massive du

La plupart des présidents d'université étant en faveur de la LRU, ils n'hésitent pas à recourir à la répression pour briser la mobilisation. Les fermetures administratives, les interventions policières... ne répondent pas à de prétendus « problèmes de sécurité » : elles visent à nous empêcher de nous mobiliser, c'est-à-dire nous priver de notre droit de nous révolter. Nous condamnons toutes les interventions policières et les arrestations. Nous exigeons l'amnistie de tous les inculpé-e-s des mouvements sociaux, y compris ceux du mouvement cheminot. Nous exigeons la réouverture de toutes les universités fermées administrativement, et le retrait de toutes les forces répressives (polices, vigiles privés...) qui occupent actuellement des universités. Nous réclamons la démission des présidents d'universités ayant fait appel à la répression et collaboré à l'expulsion de sans-papiers.

La semaine dernière, le mouvement a été véritablement victime d'un durcissement de la répression. Le recteur de l'academie de Nantes a interdit la tenue d'Assemblée générale dans les lycées. Les charges de CRS ont été particulièrement dures à l'encontre des manifestants ; un mineur a été gravement blessé à l'oeil par un tir de flashball.

Face à cette situation, nous réaffirmons que le droit de réunion, le droit de manifestation et de grève doivent exister pour tous, y compris les étudiants et les lycéens.

Suspendre les cours est le seul moyen efficace pour que tous les étudiant-e-s, notamment les boursiers, puissent se réunir et décider ensemble de se mobiliser. Sans piquets de grève votés dans des Assemblées Générales massives, les étudiant-e-s ne disposent pas réellement de droit de grève. Sans occupation des locaux, ils ne disposent pas véritablement du droit de se réunir. Face aux tentatives de faire reprendre les cours par l'intermédiaire des référendums, nous réaffirmons la seule légitimité des Assemblées Générales pour décider des suites du mouvement : c'est dans les AG que les informations, les différents points de vue peuvent être échangés et que les étudiant-e-s peuvent voter en connaissance de cause. C'est aux grévistes d'organiser eux-mêmes la prise de décision et non aux présidences d'université, qui pour la plupart soutiennent la réforme. Nous appelons donc au boycott des votes organisés par les administrations univer-



sitaires.

Les annonces du gouvernement, présentées par des organisations syndicales comme une raison d'arrêter le mouvement, tout comme la répression généralisée, visent à nous isoler. Loin de nous résigner à ce risque d'isolement, nous réaffirmons que notre mouvement a vocation à s'étendre dans les universités, dans la jeunesse et dans le monde du travail.

Le projet du gouvernement est de détruire l'ensemble des acquis sociaux. Face à ce projet, c'est ensemble que nous gagnerons : nous devons construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des salarié-e-s pour riposter à l'offensive du gouvernement.

Nous appelons à un véritable service public dans tous les domaines : éducation, santé, transports, protection sociale ce qui implique un réengagement massif de l'Etat dans le financement de l'enseignement supérieur et la recherche, la titularisation des précaires, l'augmentation des salaires et du point d'indice dans la fonction publique...

Nous appelons à une manifestation massive le 6 décembre pour que le mouvement montre sa force et qu'il encourage plus d'étudiant-e-s et de lycéen-ne-s ainsi que d'autres secteurs à nous rejoindre dans la lutte : nous appelons à une manifestation massive pour assurer la visibilité du mouvement et son élargissement vers d'autres secteurs. Nous appelons en particulier les personnels de l'université à nous rejoindre dans cette manifestation dans des cortèges communs.

Nous appelons désormais à la tenue de coordinations nationales de l'enseignement supérieur qui incluraient les étudiant-e-s et les personnels de l'université.

Nous appelons à participer à toutes les initiatives d'autres secteurs en lutte contre le gouvernement et sa politique, en particulier à la manifestation des chômeurs et des précaires du 8/12.

Nous proposons une prochaine date de manifestation interprofessionnelle le 11/12, et nous adressons en ce sens à l'ensemble des salariés et de leurs organisations.

Dans les villes...

Grenoble

Bilan d'une semaine à la fac de Grenoble :

-Mercredi 28/11 : AG vote du blocage par « tas » : pour d'un côté, contre de l'autre. Résultat : environ 60% pour le blocage.

-Jeudi 29/11 : intervention policière sur le campus. Les flics défoncent le blocage sur sciences-po. Sur la galerie des amphis (Bâtiment principal de Grenoble 2) : forte résistance des bloqueurs. (plus de 150 étudiants le matin à 7H pour bloquer) Après de longs affrontements, les accès aux amphis sont libérés. Certains étudiants applaudissent les flics mais beaucoup sont scandalisés par la violence. Quelques cours reprennent mais avec peu d'étudiants. Le soir même, près de 250 étudiants en comité de mobilisation soit le nombre le plus élevé depuis le début du mouvement.

-Vendredi 30/11 : On ne se laisse pas faire : reblocage mais la présidence de la fac réplique et décide la fermeture administrative.

Angers

A Angers, le plus gros lycée de la ville (+ de 3000 élèves) a rejoint la mobilisation contre la LRU et a voté le blocage des cours, vendredi 30 novembre à une majorité de 75% (65% de participation au vote) à partir de lundi.

Tours

A Tours, le blocage a été reconduit lors de l'AG du mercredi 28/11 à 550 contre 350 jusqu'à mercredi prochain.

Le président de l'université a demandé à l'AG que le blocage soit levé lundi après-midi, ce que l'AG, a refusé. Du coup la présidence répond en fermant administrativement la fac. Le président promet que l'université sera ouverte afin que les cours se déroulent normalement et qu'il fera appel aux forces de l'ordre s'il y avait une tentative de blocage de la part des grévistes...

Repression à Nantes

Mardi 27 novembre, une manif d'étudiants-lycéens à réuni près de 4000 personnes et s'est terminée au rectorat. Les manifestants ont été très violemment repoussés par des gendarmes mobiles et BAC (tirs de flashballs, coups de matraques à volonté,...). Bilan : 5 jeunes arrêtés, 3 blessés dont un lycéen de 17 ans qui a été touché par une flashball près de l'oeil...

Pendant ce temps-là aux Pays-Bas...

Pprès de 15.000 lycéens néerlandais se sont rassemblés vendredi 30 novembre sur une place à Amsterdam pour exiger la diminution des heures de cours obligatoires. Actuellement les écoles sont censées assurer au minimum 1.040 heures de cours par an. Mais de nombreuses écoles ne par-

viennent pas à assurer ces heures et ont recours à des professeurs non qualifiés pour les remplir ou imposent des heures de devoirs aux élèves.

Lors de la manifestation, de nombreux lycéens se sont plaints d'être contraints de rester à l'école, alors qu'il n'y a pas de professeurs pour enseigner.

« Certains sujets au programme ne nous ont jamais été enseignés, car il n'y a personne pour le faire », se plaint Koen, un élève de seconde. « Si on nous faisait cours, je ne m'opposerais pas à la norme, mais là, on nous garde à l'école juste pour remplir le nombre d'heures obligatoires ».

Interview de Thierry Labica, enseignant à l'Université Paris X - Nanterre, militant à la LCR et syndicaliste au SNESUP

RED : Quelles sont les conséquences de la LRU sur les enseignants ?

Thierry : Avec la LRU, la situation des enseignants du supérieur s'inscrit directement dans une agression généralisée contre les services publics. Tous les aspects du métier sont en cause : il y a d'abord les statuts des personnels en général, dès lors que les présidents-managers peuvent largement contractualiser l'embauche. L'employeur (l'université, donc) peut s'affranchir des règles qui devraient être autant de garanties pour le salarié.

Il y a ensuite ce qui s'apparente à un dispositif de surveillance rapprochée de l'activité par le biais de 'l'évaluation' : quel taux d'insertion de vos étudiants sur le marché du travail ? Quel taux de réussite et d'échec ? Cette question de l'évaluation est particulièrement piégée dans la mesure où elle s'appuie sur la préoccupation bien compréhensible de l'emploi

des jeunes. Sans développer, on peut se contenter d'observer que globalement, le diagnostic à la base de la loi LRU consiste à rendre les enseignants et leur discipline responsables des difficultés rencontrées par les jeunes sur le marché du travail. Il faudrait alors que l'on nous explique qui exactement est responsable du travail sous payé ou non-payé (stages) ? Qui est responsable des discriminations racistes et / ou sexistes à l'embauche ?

A l'évidence, il y a une vaste entreprise de culpabilisation destinée, une fois de plus, à nous détourner des contradictions et de la violence sociale inhérentes aux rapports hyperconcurrentiels existant entre les entreprises et leur salariés eux-mêmes. Se posent, du coup, la survie de champs disciplinaires entiers (au gré de leur efficacité-rentabilité) et la question des libertés académiques, c'est à dire, de la liberté de choisir des champs de recherche qui seraient alors jugés non-conformes aux exigences à court-terme de compétitivité accrue (comme mécanisme d'exclusion).

Enfin, il y a l'introduction de la question des primes, non pas aux fonctions, mais au mérite, qui ont vocation à institutionnaliser un conformisme alors structurel et à faire du lèche-bottisme le fin mot du 'savoir-être' dans la nouvelle université-entreprise visée par la loi LRU.

RED : Que penses-tu du mouvement étudiant actuel ?

Thierry : La loi LRU a éveillé beaucoup d'inquiétudes depuis plusieurs mois dans un milieu enseignant (dans le supérieur) qui s'est par ailleurs avéré globalement incapable de faire entendre une opposition plausible sur toute une série de sujets depuis plusieurs années (salaires, postes, précarité, recherche, reconnaissance syndicale...). Dans ces conditions, il faut le dire clairement, le mouvement étudiant constitue la seule véritable possibilité de constituer un rapport de forces crédible en faveur du champ universitaire en général.

Le potentiel du mouvement s'est rapidement révélé dans la hargne réactionnaire qu'il a suscité dans les médias et dans les universités elles-mêmes (on pense, bien sur, à la surenchère sénile de présidents d'université dénonçant pêle-mêle 'les casseurs', 'les délinquants', 'les khmers rouges', 'les miliciens d'avant-guerre', et à leurs imaginatifs recours aux forces de l'ordre).

Les collègues qui disent être contre la LRU mais qui ne soutiennent pas, voire s'opposent à la mobilisation en cours, oublient tout simplement que l'expression-même de leur opposition n'est aujourd'hui possible que parce qu'il y a un mouvement étudiant (même en difficulté). Argument démagogique ? Mais, avant la mobilisation étudiante, a-t-on vu les pétitions, les débats, les analyses et les textes critiques, les appels qui fleurissent maintenant contre une LRU pourtant mise en route depuis 6 mois ? Non. Le constat est donc d'une grande simplicité : sans mouvement étudiant, pas de mouvement universitaire.

RED : Et chez les enseignants, comment se discute la question de la grève ?

Thierry : Au moment où se crée une usure bien compréhensible de la mobilisation étudiante, les enseignants du supérieur se montrent plus à l'initiative, de manière il est vrai assez parcellaire. La grève et le lien avec la poursuite de la mobilisation étudiante, finalement bien isolée pendant au moins les deux premières semaines, apparaît comme la seule possibilité offensive aujourd'hui. Reste le grave problème d'une partie importante de l'université prête à se laisser instrumenter dans le chantage à l'insertion professionnelle derrière lequel se cache (bien mal) la domestication forcée de la jeunesse dont le critère principal d'insertion, n'est pas tant la qualification, que cette autre 'compétence sociale' et ce 'savoir être' mieux connus sous l'appellation d'obéissance.

Lycées : tenir quoi qu'il arrive !

La semaine du 20 novembre, on comptait environ 150 lycées bloqués. La semaine dernière, ils étaient 200. Sans compter les bahuts mobilisés, sans blocage, mais avec des débrayages réguliers ou ponctuels.

Conserver la dynamique

Les structures syndicales lycéennes n'ont une présence qu'exceptionnelle, tout comme les organisations en général. Souvent, donc, c'est par les médias que les lycéens sont au courant des échéances de mobilisation.

Le rôle des facs, lorsque des étudiants viennent distribuer sur un bahut, est très important. De même que le rôle d'organisations politiques ou syndicales, ou de réseaux d'anciens du CPE ou d'autres luttes locales.

Ce week-end, la FIDL et l'UNL ont rencontré Darcos et Péresse (avec l'UNI lycée !). Ces syndicats se sont déclarés « satisfaits », car ils ont obtenu d'être associés à une circulaire sur la préinscription. Ce n'est pas étonnant de la part de l'UNL, qui est un bras annexe de l'UNEF. Quant à la FIDL, elle avait déclaré que le retrait de la loi Péresse était un préalable à toute négociation... Mais elle argumente publiquement contre les blocages depuis le début.

Se structurer pour avancer

Il se peut que les annonces des syndicats débouchent sur des appels à l'arrêt du mouvement. Il se peut que cela soit très médiatisé et donc suivi dans les bahuts où il n'y a pas de militants conscients du faible poids réel de ces organisations et de

la gravité de la loi.

Il est nécessaire de se structurer très rapidement en coordinations lycéennes. Cela existe à Marseille et dans d'autres villes. Il faut élargir le mouvement aux lycées moins mobilisés, notamment en prenant en compte les revendications concernant l'enseignement professionnel.

Les lycées pro dans la sauce !

Les annonces du gouvernement sur les lycées pro sont très graves. Il veut faire passer le bac pro de quatre à trois ans, en détruisant au passage le BEP. Cela voudra dire moins de contenu aux diplômes. Ce sont les matières dites « culturelles » (philo, langues...) qui sont directement menacées. Forcément, quand on supprime 11 000 postes de profs, il faut bien enlever

des cours quelque part...

Les syndicats de l'enseignement professionnel, y compris les moins combatifs, ont réagi vivement. La CGT Educ'action appelle à une journée de grève le mercredi 12 décembre. Cela correspondra avec la reprise des luttes dans plusieurs autres secteurs.

D'ici là, il faut tenir

dans les lycées, réussir les manifs et se structurer. C'est par là que l'abrogation de la loi est encore possible !



Villiers le Bel : La révolte est légitime !

Après la mort de Mouhsine et Lakhani, les réactions de colère de dizaines de jeunes traduisent, une fois de plus, la profonde crise sociale qui mine les quartiers populaires, et le sentiment de mépris, d'injus-

tice, de révolte qu'éprouvent ces jeunes de plus en plus précarisés, marginalisés. La ZAC de Villiers le Bel, quartier d'où sont originaires Mouhsine et Lakhani, atteint un taux de chômage de 50%. La précarité et la répression arbitraire de la police

y sont le quotidien de dizaines de jeunes parqués dans des ghettos de pauvres aussi bien par la droite que par la gauche. La police traque les jeunes un peu partout comme s'ils étaient tous des voyous, ou encore fait la chasse aux travailleurs sans-papiers, amenant certains d'entre eux à se défenestrer.

problèmes des jeunes, sans travail stable ni logement. Même si malheureusement des écoles, des bibliothèques et des voitures de travailleurs brûlent aussi.

Vaincre l'injustice sociale

Sarkozy a beau traiter les jeunes de « bande de voyous » et envoyer toute une armée de policiers pour encadrer la ville, cette révolte n'est que le fruit du système capitaliste. Ce système enferme toute une partie de la société dans la misère, alors qu'une infime minorité de patrons et d'actionnaires détiennent la grande majorité des richesses. Ce système cultive le racisme et le communautarisme, pour mieux diviser les pauvres entre eux. Encore plus à l'heure du « ministère de l'immigration et de l'identité nationale ».

Alors que le PS défend et applique la répression, que le PC n'a pas d'autres propositions que d'accompagner les socialistes dans leur politique anti-pauvres, il est urgent de construire un Parti qui soit

en mesure de répondre à la propagande sécuritaire de Sarkozy, et qui dise haut et fort que ce sont des solutions sociales et politiques, s'attaquant résolument aux inégalités, à la précarité, aux discriminations, qui doivent être construites ensemble dans l'unité en solidarité avec toute la population. Il va falloir se battre pour une autre répartition des richesses pour imposer l'abolition des contrats précaires, le SMIC à 1500 net, l'arrêt des discriminations à l'embauche, des provocations policières et la construction de logements sociaux.

Nous ne l'obtiendrons que par nos mobilisations, face à une bourgeoisie qui affiche un tel mépris pour nous tous : nous sommes juste bons à suer au travail pour une paye de misère et dans le cadre de contrats précaires, à subir le racisme véhiculé par l'Etat lui-même et à être parqués comme des pestiférés dans des ZAC et autres cités délabrées.

Alors oui, à Villiers le Bel comme ailleurs, la révolte est légitime !



DR